



DISCOURS



Monsieur Oscar Manutahi TEMARU
Président de la Polynésie française



Ouverture de la session administrative



Jeudi 12 Avril 2012 à 09H

Assemblée de la Polynésie française



- Monsieur le Président de l'APF,
- Monsieur le Député de la PF,
- Monsieur le Président du CESC,
- Madame et Messieurs les Ministres,
- Mesdames et Messieurs les représentants de l'APF,
- Mesdames et Messieurs les Représentants des institutions de l'Etat et du Pays,
- Mesdames et Messieurs les journalistes et représentants des médias,
- Mesdames et Messieurs,

la orana,

« Ua rahu te atua i to'u 'ai'a, Hono no'ano'a o te motu rau»...

Ce sont les premières paroles de notre hymne, et pourtant n'oublions-nous pas trop souvent de remercier Dieu, d'avoir créé ce Pays, dans sa beauté, sa diversité de paysages et de cultures, et toutes les richesses de sa Nature?

Nous n'héritons pas le monde de nos parents. Nous ne faisons que l'emprunter à nos enfants...

« E mata nei au ia oe e a u tama e, e mata oto e te aroha ia moe a la ore au ia ine te fenua no oe, e riro oe ei titi na vetahie »

Tout ceci nous rappelle pourquoi nous sommes engagés en politique, au service du Peuple.

Oui, pourquoi, sinon préparer ce Pays à être un espace de liberté où pourront fleurir et prospérer tous ses enfants?...

La nécessaire évolution du partenariat avec l'Etat

Ce souci du devenir de nos enfants, certains à Paris semblent l'avoir oublié, pour peu qu'ils ne l'aient jamais eu réellement à l'esprit.

Pour ceux qui voudraient oublier ce passé peu glorieux, je veux rappeler le vote à la hussarde d'une nouvelle loi électorale sensée balayer l'opposition et assurer un règne tranquille du « poulain » UMP de l'époque... Ce rappel n'est pas anodin, j'y reviendrai.

Et l'impensable de survenir, un 23 mai 2004 ...

L'Histoire retiendra que les Polynésiens ont été pris pour des sous-citoyens, incapables selon l'Etat de voter sans faire abstraction de la couleur des rideaux. Elle retiendra encore l'attitude incroyable de la ministre Girardin, annonçant la fermeture des robinets ...

Et effectivement L'UMP dès 2005 entamait le retrait de l'Etat en cessant sa participation au financement du RST. Ajoutez à cela la réduction à marche forcée de la présence militaire, qui ne saurait être compensée par la seule démarche du CRSD, les charges nouvelles sur les communes du fait du C.G.C.T. Ajoutez maintenant le simulacre indécent de la loi Morin qui n'a pour but que de fournir un alibi pour pas cher à tous ceux qui ont soutenu les « essais propres » de la France pendant 30 ans.

La suppression unilatéralement décidée de l'ITR, sous un Président autonomiste qui persiste à militer pour l'UMP n'a pas encore donné la pleine mesure de ses effets négatifs sur notre économie. Aucun des mécanismes compensatoires promis à l'époque n'est aujourd'hui en place, ni même à l'étude.

En 2009, à nouveau de manière unilatéral, l'Etat UMP opérait un véritable « rapt » sur l'aéroport de faa'a, confiant sa gestion jusqu'à assurée sans aucun problème par une société Polynésienne au groupe métropolitain EGIS. Cette opération avait pour double objectif de priver le Pays de tout contrôle de la plateforme qui le relie au Monde, et de fournir un cheval de Troie à un groupe dont les prétentions s'étendent aujourd'hui à la gestion de l'eau, de l'assainissement et des travaux de voirie. Tout ceci au détriment du tissu industriel et économique local.

Ajoutez encore à ce simulacre une pincée de cynisme en annonçant -juste avant sa candidature aux Présidentielles- une ouverture des archives relatives à Pouvanaa, et 3500 C.D.L qui dureront, ô coïncidence juste le temps de l'élection.

Pour terminer ce cocktail, empêchez nos étudiants Polynésiens d'être diplômés dans l'enseignement de leur propre langue, et exilez loin de leur future réalité quotidienne nos « capétiens » en arguant de motifs tous aussi fallacieux les uns que les autres...

Vous obtenez le portrait d'un Etat central partisan qui n'a pas encore compris que le temps des colonies est révolu, et que son devoir était de nous accompagner vers notre destin, et non de nous enfermer dans celui qu'il nous a tracé à grands renforts de lignes rouges.

Comment dès lors imaginer que le gouvernement de notre Pays, de quelque bord politique qu'il fût, puisse imaginer continuer 5 ans de plus avec « en face » et non plus « à ses côtés » un Etat qui continue tous les jours de faire exactement l'inverse de ce qu'il a promis en 2007 ?

Un Etat UMP surtout qui n'hésite pas à recycler les bonnes vieilles méthodes d'avant le TAUI. Avec une nouvelle loi électorale qui entrera en vigueur en 2013, et qui impose une géométrie des circonscriptions, encore une fois taillée sur mesure pour éliminer les mouvements politiques qui refusent de marcher au pas de M. Sarkozy. Le 23 mai 2004 a prouvé que les maohi sont capables de donner tort aux « spin doctors » et autres « politologues » de la rue Oudinot, ou de l'Elysée. 2013 pourrait fort bien à nouveau venir contrarier les plans de ces éminences grises.

Ce dont notre Pays a besoin aujourd'hui c'est d'un partenaire réellement ouvert au dialogue, désireux de s'engager sur le long terme dans une vraie démarche de développement endogène qui ne soit pas juste un paravent pour offrir sur un plateau tous les pans rentables de notre économie aux seules multinationales métropolitaines.

Ce dont il n'a pas besoin, c'est d'un Etat qui continue de se désengager et de transférer ses propres compétences au Pays ou aux communes, sans en transférer le financement.

Ce dont il n'a définitivement pas besoin, c'est d'un Etat qui juge plus utile d'envoyer son ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, pour un show électoraliste d'un soir, que pour s'asseoir autour d'une table avec le gouvernement et les partenaires sociaux de ce Pays pour aborder les vrais problèmes.

Mais, à dire vrai, quelle que soit l'issue des urnes, le 7 mai prochain, notre Pays, notre Peuple, a avant tout besoin de comprendre qu'il doit se prendre en mains. Comprendre que le temps de la « danseuse » entretenue pour que les « essais propres » se déroulent sans trop de heurts est fini. Comprendre que dans le concert des nations aujourd'hui, le Pacifique regroupe déjà les leaders.

Développement endogène et ouverture à la région et au Monde

La mondialisation de l'économie est aujourd'hui installée, incontestable, et irréversible. Aucun pays ne peut s'assumer en autarcie complète, ni la France, ni les Etats-unis, ni même la Chine.

Tous doivent apprendre à gérer intelligemment le réseau des interdépendances et trouver le dosage qui sera bénéfique à un développement harmonieux et pérenne de son Peuple.

C'est dans ce contexte que se situe l'action du gouvernement. Nous avons déjà en 2009, et depuis 1 an multiplié les démarches à caractère régional, afin que notre Pays s'inscrive pleinement dans son bassin naturel au plan géographique, culturel et économique.

Aujourd'hui, notre démarche de demande de réinscription sur la liste des territoires non autonomes de l'ONU est comprise et soutenue par la grande majorité des Etats insulaires du Pacifique. Elle a également reçu le soutien non équivoque du conseil des églises du Pacifique, réuni en congrès à Piula, aux Samoa, en août 2011.

La création l'an dernier d'un groupe des Pays Polynésiens au sein du Forum du Pacifique est de nature à renforcer ce soutien.

Nos échanges avec le principal acteur économique de notre région, la Chine, se sont également renforcés. A telle enseigne que plusieurs bailleurs de fonds potentiels ont d'ores et déjà indiqué leur volonté de travailler avec notre Pays. Toutefois, et l'on atteint ici les limites de notre « autonomie », ces derniers nous disent qu'ils doivent malheureusement obtenir en préalable l'accord de notre puissance coloniale, l'Etat français.

Dans les prochains jours, nous allons recevoir d'importantes délégations d'investisseurs chinois. Eux aussi sont prêts à nous accompagner sur des projets réellement porteurs, pour peu que l'Etat français se comporte enfin, non en facteur bloquant, mais en facilitateur.

Le premier de ces projets, consiste à bâtir autour de l'atoll de Hao, un véritable écosystème économique autour du potentiel marin de notre ZEE. Nos interlocuteurs sont prêts à investir 1.5 milliards de dollars sur 15 ans, pour développer toute une gamme d'activité, de la pêche à la transformation mais aussi l'élevage aquacole de diverses ressources marines, du thon au rori, en passant par les espèces de poissons lagunaires. Il ne s'agit pas d'un projet de petite envergure qui serait auto-centré sur le seul atoll de Hao, mais bien d'un vaste réseau, s'étalant sur les atolls environnant, et jusqu'aux îles Marquises. Hao jouant ici le rôle de « hub », de par l'existence sur place d'infrastructures portuaires et aéroportuaires conséquentes.

Je vous invite à comparer cette démarche, réellement orientée vers le développement endogène, à celle pour le moins étriquée et biaisée qui est brandie par l'Etat UMP depuis quelques années.

L'Etat nous a annoncé des milliards à Hao, mais pourquoi en définitive ? Essentiellement pour de la « déconstruction » terme poli désignant le fait d'effacer toutes les stigmates du « nucléaire propre » ... Mais de ces milliards, combien ont et vont réellement contribuer au développement de Hao, et de sa région ? A dire vrai, ces milliards ont pour la plupart circulé en circuit fermé, l'Etat versant à l'armée la plupart de ces sommes pour démonter, concasser, et tenter de dépolluer ce qu'ils ont eux-mêmes pollué ...

A l'inverse, les projets de collaboration sur lesquels nous voulons vous inviter à vous impliquer, et à devenir acteurs de notre développement ont pour éléments directeurs :

- 1) Le développement de l'emploi local

2) La mise en place d'infrastructures durables intégrant d'emblée les coûts de fonctionnement au modèle économique.

3) La mise en place de filières participant au développement durable et à l'amélioration de la qualité de vie de nos concitoyens.

Du projet de Hao, à celui d'un TCSP étendu de Papara à Mahina, en passant par le développement d'infrastructures essentielles au développement des archipels éloignés, nos partenaires chinois sont prêts, pour peu que nous le soyons, et que l'Etat ne vienne pas, par réflexe colonial entraver ces démarches.

La Chine n'est pas notre seul partenaire potentiel dans la région Pacifique. Lorsqu'il s'agira d'exploiter de manière rationnelle, efficace et surtout, pour le bénéfice de tous les Polynésiens, les ressources minières terrestres et sous-marines, l'Australie est également un partenaire potentiel intéressant.

Pour que nous fassions les bons choix à ce moment-là, nous préparons aujourd'hui le cadre réglementaire rénové, préalable nécessaire à toute démarche d'envergure. Nous refusons de reproduire ce qui s'est passé à Makatea, île exploitée, puis laissée à l'abandon, et dont la majorité des revenus issus du phosphate sont partis bien loin de nos latitudes.

Autant vous dire, mesdames et messieurs les représentants que nous avons foi dans notre Pays, dans son potentiel. C'est dans cet esprit que je vous invite à aborder cette nouvelle session administrative de notre Assemblée.

Mauruuru, Te aroha ia rahi.